

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale de la protection  
des populations

=====

Service protection de l'environnement

=====

Grenoble le,

04 AVR. 2012

Affaire suivie par : Françoise CHAVET  
Tél. 04.56.59.49.34

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**N°2012095-0012**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le livre V ;
- VU le code minier ;
- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau ;
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 pris pour l'application du code de l'environnement ;
- VU les décrets n° 2006-665 du 07 juin 2006 et n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatifs aux nouvelles commissions des carrières ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 05 mai 2010 ;
- VU l'arrêté interministériel du 01 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 99-2474 du 01 avril 1999 autorisant la société GIROUD GARAMPON à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de CHELIEU ;
- VU la demande de la société GIROUD GARAMPON en date du 04 février 2011 ;
- VU l'avis de la DDT du 16 juin 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 février 2012 ;

CONSIDERANT l'accord à l'unanimité des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières en date du 15 mars 2012 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la remise en état du site, cette installation soumise à autorisation nécessite l'adoption de prescriptions complémentaires, conformément aux dispositions de l'article R 512-31 relatif aux installations classées ;

CONSIDERANT que la modification des conditions de remise en état de la carrière de CHELIEU lieu-dit «Tavernier» prévues dans le présent arrêté ne sont pas de nature à contrarier la protection des intérêts visés à l'article L 511 du code de l'environnement, notamment la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'un projet d'arrêté a été adressé au pétitionnaire le 16 mars 2012 afin de recueillir avis ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations formulées par la Société GIROUD GARAMPON et de ce fait son accord tacite concernant le projet qui lui a été soumis pour avis

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

## **A R R E T E**

### **TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : Remise en état**

L'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 1er avril 1999 est modifié comme suit : l'objectif final de la remise en état vise à créer un étang à vocation piscicole et une pelouse à vocation naturelle.

Ce réaménagement sera effectué conformément au plan de réaménagement final annexé à la demande du 04 février 2011.

#### **Article 2 : Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée
- pour les tiers, le délai de recours est de un an à compter de la publication de l'arrêté préfectoral.

#### **Article 3 : Publication**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Direction départementale de la protection des populations de l'Isère (service protection de l'environnement) le

texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

#### **Article 4 : Exécution**

- Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Isère
- Monsieur le Sous Préfet de LA TOUR DU PIN
- Monsieur le Maire de CHELIEU
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône - Alpes chargé de l'inspection des installations classées
- Monsieur le Directeur départemental des territoires
- Monsieur le Délégué territorial départemental de l'Isère de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes
- Monsieur le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à l'exploitant.

LE PREFET  
*Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général*  
Frédéric PERISSAT

